



# LE DEVOIR

## L'opposition entre dans Kaboul, désertée par les talibans

■ À lire en page A 7



REUTERS

HORS-JEU

## Dans le sens du non-sens

À u fil des 300 et quelques pages qui constituent l'«explication» de Claude Brochu — dont on procédait au lancement officiel du livre *La Saga des Expos*, hier — sur les aventures du baseball montréalais, une phrase est particulièrement à retenir. Elle est là, page 222, et elle est de Jacques Ménard.

Le 2 septembre 1998, les principaux dirigeants rencontrent Lucien Bouchard. Ils tentent de vendre leur salade. Mais M. Ménard déclare: «Evidemment, nous n'avons aucune certitude que les Expos vont survivre à Montréal même avec un nouveau stade au centre-ville...»

Magistrale «bourde», commente Claude Brochu. Bon, on peut en convenir, on a déjà vu mieux question stratégie. Mais ces mots sont lourds, d'autant plus lourds qu'ils sont vrais. On a maintenant la preuve sonnante et trébuchante que tous les gens aux premières lignes n'y croyaient pas; de là à dire qu'on a sacrément bien fait de ne pas y croire non plus, il n'y a qu'un pas qu'on peut faire avec toute la légèreté de ceux qui ont juste frôlé l'erreur coûteuse. Alors que M. Brochu mettait toutes ses billes dans ce projet risqué, les conséquences en restaient absolument nébuleuses.

Risqué? Les termes employés hier par l'ancien copropriétaire des Expos lui-même laissent songeur. Un nouveau stade, le joujou par excellence des années 1990, aurait entraîné, dit-il, des revenus supplémentaires annuels de l'ordre de «50, 60, 70 millions». (Déjà, entre 50 et 70 millions, il y a une différence de 40 %, mais bon, dans ce monde au-dessus du monde, on s'embarrasse assez peu de détails.) Et ce nouvel arrivage de bel argent aurait permis, a-t-il ajouté, de «retarder» la pose de questions essentielles sur la survie du club.

Retarder? L'influx supplémentaire aurait donné les coudées franches aux Expos pour se maintenir à flots pendant «10-12 ans». Oh! Ils ne seraient pas devenus les Yankees ni les Dodgers du jour au lendemain, dit M. Brochu, mais ils auraient accédé au groupe sélect des équipes de milieu de tableau, vous savez celles qui doivent compter sur une conjoncture éminemment favorable — bons vétérans qui, on se demande bien pourquoi, auraient dans le cas qui nous occupe accepté de rester à Montréal, bel assemblage de jeunes issus des clubs-écoles — pour espérer avoir une chance de participer aux éliminatoires tous les six ou sept ans et de s'y faire planter par les gros pleins. De quoi, c'est sûr, remplir un stade tous les soirs que le dieu de la bal- le nous fait la grâce d'amener.

Et pendant ces 10-12 ans, on se serait «battu contre le système» afin de forcer un partage des revenus à

VOIR PAGE A 10: NON-SENS

Lire aussi en page B 6

■ Un nouveau stade au centre-ville n'aurait peut-être pas sauvé les Expos, selon Brochu



REUTERS

INDEX

7	8
Annances..... B 5	Idées..... A 9
Avis publics... A 6	Le monde..... A 7
Bourse..... B 4	Mots croisés... A 6
Culture..... B 8	Météo..... A 6
Économie..... B 1	Sports..... B 6
Éditorial..... A 8	Télévision..... B 7

## New York encore éprouvée

L'écrasement apparemment accidentel d'un Airbus dans un quartier résidentiel provoque la mort d'au moins 260 personnes

JEANNE CORRIVEAU  
LE DEVOIR

Portant encore le deuil des milliers de victimes des attentats du World Trade Center, New York a vécu une autre tragédie hier matin quand un avion Airbus A300 avec 260 personnes à son bord s'est écrasé dans le quartier résidentiel du Queens quelques minutes après son décollage. L'appareil d'American Airlines transportait une majorité de Dominicains qui allaient rendre visite à leurs familles. Selon les autorités américaines, la thèse de l'accident semble la plus vraisemblable pour expliquer le drame.

«C'est comme une malédiction, après le 11 septembre»  
L'Airbus A300, assurant le vol 587 entre New York et Saint-Domingue, a quitté l'aéroport Kennedy vers 9h14 hier matin avec 251 passagers, dont cinq nourrissons, et neuf membres d'équipage. Trois minutes plus tard, l'avion s'est écrasé à la verticale dans le quartier de Rockaway au sud de Queens, percutant une douzaine de maisons et déclenchant plusieurs incendies. Des témoins ont signalé avoir entendu une explosion peu avant l'écrasement et ils auraient vu des débris s'échapper de l'appareil en flamme.

Des morceaux de l'avion ont été dispersés sur une large zone. Un des moteurs a été découvert dans le stationnement d'une station-service, manquant de peu les réservoirs d'essence, alors qu'un morceau de la queue de l'avion, son stabilisateur vertical, a été repêché dans Jamaica Bay. Si la boîte noire contenant les données de vol a rapidement été récupérée, la seconde, comportant l'enregistreur des conversations des pilotes, manquait toujours à l'appel en début de soirée.

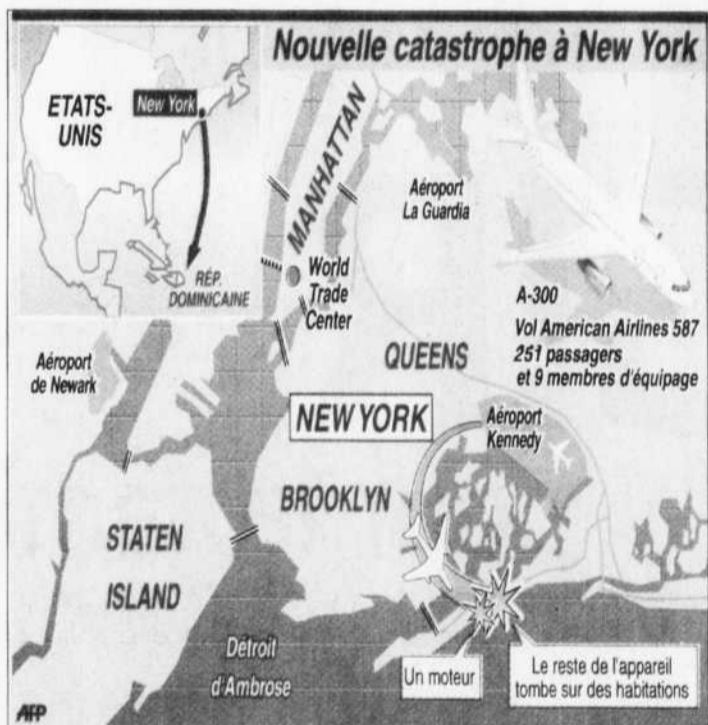
Ayant accouru sur les lieux, les pompiers ont entrepris d'éteindre le brasier d'où s'élevait un épais panache de fumée. «Nous savons qu'il n'y a pas de survivants», a déclaré le maire sortant Rudolph Giuliani lors d'une conférence de presse. Dans la soirée, 258 corps avaient été retrouvés dans les décombres, selon les autorités. En outre, six ou huit personnes, tous adultes, étaient portées disparues au sol.

VOIR PAGE A 10: NEW YORK



GETTY IMAGES

Des pompiers de New York retirent des corps des débris sur les lieux de l'écrasement d'un Airbus A-300 dans le quartier Queens. Les 260 personnes qui se trouvaient à bord de l'avion ont péri.



AFP

## Une tragédie amplifiée par le souvenir du 11 septembre

ÉRIC DESROSIERS  
LE DEVOIR

L' accident avait déjà de quoi frapper l'esprit: un avion de ligne s'écrase sur un quartier d'une célèbre métropole occidentale. Mais il y a surtout que l'événement rappelle une autre tragédie qui s'est produite dans la même ville il y a peu de temps et qui hante encore tout le monde.

«Si l'hypothèse de l'accident se confirme, ce ne serait pas le premier à se produire. Le transport aérien a beau être hypersécuritaire, des accidents finissent inévitablement par arriver, fait d'abord remarquer le professeur Robert Gagné du Centre de recherche sur les transports de l'École des hautes études commerciales.

VOIR PAGE A 10: SOUVENIR

## La Loi sur l'équité salariale rate-t-elle sa cible?

Deuxième d'une série de trois articles

KARINE FORTIN

En adoptant la Loi sur l'équité salariale, il y a cinq ans, le gouvernement du Québec a reconnu l'existence d'une «discrimination systémique» d'origine historique et culturelle à l'endroit du travail des femmes et s'est fermement engagé à l'éliminer. Cependant, la démarche de comparaison imposée aux entreprises ne donne pas toujours les résultats escomptés. A quelques semaines de l'échéance du 21 novembre, il semble même que nombre de patrons débordés soient en train de faire oublier l'objectif même de la loi.

Les résultats du sondage mené par l'Ordre des conseillers en relations industrielles (OCRI) au cours de l'été révèlent que seuls 34 % des patrons considèrent que l'application de la loi aura des effets positifs dans leur entreprise. Et, parmi eux, à peine la moitié croit que la fastidieuse démarche améliorera véritablement l'équité.

Pour les autres, le processus permettra plutôt de développer des pratiques de rémunération plus efficaces ou d'améliorer les relations de travail. Des pessimistes croient au contraire que la loi générera un moins bon climat de travail et des relations de travail moins harmonieuses dans leur entreprise. Treize

cent pensent même que le processus d'évaluation et de comparaison aura pour principal effet «une moins bonne équité dans l'organisation».

«Laborieux et inutile»

Pour le moment, les conséquences de l'exercice obligatoire sont difficiles à évaluer puisque seules 17 % des organisations affirment avoir terminé leur démarche. Chez les grandes entreprises comptant 100 employés ou plus, cette proportion chute à 7 %. Les rares organisations qui ont accepté de faire le point sur leur expérience parlent souvent d'un exercice «laborieux» et «inutile».

C'est notamment le cas aux Industries Lassonde, qui produisent les jus Oasis. Avec l'accord des syndicats, l'entreprise a conçu deux programmes distincts: l'un couvre les deux usines tandis que l'autre s'adresse aux employés de bureau. «Tout s'est relativement bien déroulé, mais on s'en serait bien passé. C'est une très lourde formalité», affirme Jacques Tardif, responsable des ressources humaines. D'autant plus que les résultats de la démarche semblent parfois «illogiques», que les changements salariaux seront mineurs et qu'ils ne profiteront qu'à un très faible pourcentage des employés.

Pourtant, s'il l'on en croit la présidente de la Commission de l'équité salariale, M<sup>me</sup> Jocelyne Olivier, tout

VOIR PAGE A 10: CIBLE

BQ BIBLIOTHÈQUE QUÉBÉCOISE

www.livres-bq.com

Fernand Dumont  
La vigile du Québec

Qu'est-ce que la mémoire collective aura retenu des événements d'Octobre? Peu de choses, je le crains [...] D'où, trente ans plus tard, l'exceptionnelle actualité de *La vigile du Québec*.

Serge Cantin, *Le Devoir*

248 pages • 10,95 \$

En vente dans toutes les bonnes librairies

LE DEVOIR

## LE MONDE

## L'opposition afghane entre dans Kaboul

Les talibans, qui ont très peu résisté, semblent avoir déserté la ville

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE ET REUTERS

Les forces de l'opposition ont commencé à entrer mardi matin dans Kaboul, visiblement désertée par les talibans, ont constaté les habitants de la capitale afghane.

«Les talibans sont partis. Les talibans sont partis», exultait Mohammed Ajmal, un habitant du nord de Kaboul, la zone par laquelle les forces de l'Alliance ont commencé à entrer mardi. «Ils sont arrivés», a-t-il dit en se référant aux combattants anti-talibans.

Selon Afghan Islamic Press, le retrait des miliciens fondamentalistes vers l'est et le sud s'est effectué pendant la nuit.

Entre cinquante et soixante hommes portant le pakol, le béret distinctif des combattants de l'Alliance du Nord, et armés de kalachnikovs et de lance-roquettes, sont entrés mardi matin par le nord de la ville, à bord de véhicules tout-terrain. Selon des témoignages recueillis sur place, les forces des talibans ont très peu résisté à cette offensive et les soldats de l'Alliance progressaient en chantant vers le front.

Les principales unités militaires de l'opposition afghane restent à l'extérieur de Kaboul, a indiqué mardi à l'AFP un commandant de l'Alliance du Nord, précisant que le premier détachement entré dans la ville avait pour mission d'empêcher tout pillage et de nettoyer les poches de résistance talibane.

La radio iranienne a confirmé mardi matin l'entrée des forces de l'opposition à Kaboul, et affirmé que «les talibans quittaient la ville».

«Les forces de l'Alliance du nord sont entrées dans Kaboul, et les talibans quittent la ville», a rapporté la radio, qui a des journalistes sur place. Selon la radio, «on peut entendre dans la ville des tirs sporadiques». Mais elle ne fait pas état de réels affrontements.

«On peut voir de longues files de véhicules» de talibans quittant la capitale afghane, a également souligné la radio.

La télévision a également confirmé l'entrée des forces de l'Alliance du nord, et a interrogé un de ses combattants s'affirmant «très heureux» de l'évolution de la situation.

La télévision a montré des images de Kaboul, mardi tôt dans la matinée, où l'on ne voyait pratiquement personne dans les rues.

À Washington, la Maison blanche a fait savoir qu'elle étudiait de près les informations faisant état de l'abandon de Kaboul par les talibans, et a jugé la situation «très fluide». «Nous avons eu connaissance des informations et sommes en train de les examiner. Pour le moment, la situation sur le terrain est très fluide», a déclaré le porte-parole du Conseil national de sécurité de la Maison blanche, Sean McCormack.



YANNIS BEHRAKIS REUTERS

L'heure n'est pas encore au dévoilement final.

En entrant dans Kaboul, l'Alliance du Nord a fait fi des avertissements des États-Unis et du Pakistan, qui auraient préféré que l'opposition ne pénètre pas dans la capitale tant qu'un accord n'a pas été conclu sur la formation d'un gouvernement post-taliban.

## Pillages

Alors que l'aube pointait sur la capitale et que prenait fin le couvre-feu nocturne instauré par les talibans, certains habitants de la capitale se livraient à des pillages, notamment dans des bureaux gouvernementaux. Une grande nervosité était perceptible parmi la population. Durant la nuit, l'ordre taliban s'effondrant, des maisons ont été cambriolées.

Lundi encore, l'Alliance du Nord disait camper à six kilomètres seulement de Kaboul mais ne pas avoir l'intention d'entrer dans la ville. Au même moment, des blindés et autres véhicules chargés de taliban avaient, selon des témoins, quitté la capitale par la grande route menant vers l'ouest et le sud, notamment vers leur fief de Kandahar.

En quelques jours, l'Alliance du Nord a reconquis près de la moitié du territoire afghan, s'emparant de villes stratégiques comme Hérad dans l'ouest et Mazar-e-Charif dans le nord. Lundi soir encore, un chef de guerre anti-taliban annonçait la prise de la ville stratégique de Zaranj, près de la frontière iranienne.

Les talibans avaient confirmé la percée de l'opposition vers Kaboul, mais avaient affirmé avoir stoppé cette progression et toujours contrôler la capitale. L'ambassadeur des talibans à Islamabad, Abdul Salam Zaef, cité par l'agence

Afghan Islamic Press (AIP), a qualifié de «mensonge sans aucun fondement» les rumeurs d'évacuation de la capitale par les talibans.

Partis depuis une cinquantaine de kilomètres au nord de Kaboul, en milieu de journée lundi, environ 7 à 8 000 hommes de l'Alliance avaient réussi dans l'après-midi à enfoncer les lignes de front talibanes sans rencontrer de résistance majeure.

Ils avaient toutefois fait une pause lundi soir, aux portes de Kaboul, dans leur progression.

Il n'était pas possible de savoir mardi matin si l'Alliance entendait entrer massivement dans la capitale, ou s'en tenir à ce détachement d'avant-garde.

Washington avait souhaité avec insistance que les forces de l'opposition ne rentrent pas dans Kaboul. Mais un porte-parole du Pentagone avait reconnu n'avoir «aucun contrôle» sur l'Alliance du Nord, une coalition hétéroclite de factions tadjikes, ouzbègues et hazaras, dont le régime sur Kaboul, de 1992 à 1996, a été marqué par le chaos et la violence.

Le Pakistan, élément incontournable dans la coalition anti-terroriste mondiale, voit en outre d'un très mauvais oeil l'éventualité d'une administration de l'Alliance du nord à Kaboul, en raison des affinités d'Islamabad avec l'ethnie pachoune dont sont issus la majorité des talibans.

L'Alliance du nord entre dans la capitale alors que la communauté internationale n'a pas enco-

ré réussi à trouver une formule de transition politique en Afghanistan, malgré d'intenses tractations diplomatiques.

«Il faut aller vite» sur le plan politique et humanitaire, avait souligné lundi le secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan à l'issue d'une réunion à New York avec le groupe 6+2 (les six pays voisins de l'Afghanistan - Iran, Pakistan, Chine, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan - plus la Russie et les États-Unis).

Le président américain George W. Bush avait appelé dimanche l'Alliance du Nord — à laquelle les États-Unis ont apporté une assistance militaire déterminante — à avancer sans prendre la capitale, que Washington veut placer sous contrôle international.

D'après le département de la Défense, les Américains ne peuvent cependant empêcher les forces de l'opposition de prendre Kaboul si elles le veulent. «Elles peuvent avancer quand elles pensent pouvoir le faire. Nous n'avons aucun contrôle sur ce qu'elles veulent faire», a ajouté le responsable du Pentagone.

Les avions américains, qui ont appuyé toutes les récentes avancées de l'Alliance, avaient pionné hier matin les lignes de front au nord de Kaboul, puis cessé leurs bombardements peu après le début de l'offensive. Ils ont en revanche bombardé des positions talibanes à l'intérieur de la capitale elle-même, selon le correspondant de l'AFP.

Le Pentagone avoue ne pouvoir contrôler la situation sur le terrain

Conférence de l'Organisation mondiale du commerce

## Les délégations sont au pied du mur

AGENCE FRANCE-PRESSE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — Mehdi Safari, l'envoyé spécial du président iranien chargé du dossier de la mer Caspienne, riche en hydrocarbures, est arrivé à Moscou hier pour des entretiens avec des responsables russes, selon des sources diplomatiques citées par Interfax.

Medhi Safari doit notamment rencontrer son homologue Viktor Kalioujini ainsi que le vice-ministre des Affaires étrangères Alexandre Lossioukov, selon ces sources.

Le ministère russe des Affaires étrangères a refusé de confirmer cette information tout comme l'ambassade d'Iran à Moscou.

Cette visite a pour but de coordonner la position iranienne avec celle de la Russie sur le statut de la Caspienne, selon l'agence Interfax.

Pour l'Iran et le Turkménistan, la mer doit être divisée en cinq zones équivalentes, tandis que l'Azerbaïdjan, la Russie et le Kazakhstan insistent pour que le partage se fasse proportionnellement à la longueur côtière de chaque Etat, ce qui diminuerait le secteur iranien.

Fin juillet, la marine iranienne avait contraint deux navires de recherche britanniques de la British Petroleum (BPAmoco) travaillant pour le compte de l'Azerbaïdjan à rebrousser chemin, dans un secteur contesté de la Caspienne.

satisfaisant pour nous» et équilibré, selon Anthony Gooch, porte-parole de Pascal Lamy, le négociateur de l'Union européenne. Sur le dossier de l'agriculture, la confusion s'installait au fil de la journée et la discussion s'enlisait. En fait, la négociation est un tout et si une délégation consent à faire une concession, elle escompte bien obtenir en retour une avancée sur un autre dossier davantage prioritaire pour elle.

À ce titre, l'Union européenne n'a pas démodé de sa position sur les subventions agricoles dont certains, comme le groupe de Cairns — regroupant 18 pays exportateurs comme l'Australie, le Canada ou le Brésil, — réclament la suppression pure et simple.

Les volte-face et hésitations ont retardé les travaux des facilitateurs, ces responsables de groupe de travail chargés de dégager un compromis capable d'emporter l'adhésion de chaque délégation.

Alors qu'il pensait présenter un dernier projet de texte de synthèse pour le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, le président du conseil général (exécutif) de l'OMC Stuart Harbinson a repoussé à ce matin son projet de déclaration ministérielle amendé.

«Le président, sur la base du travail effectué par les facilitateurs, va travailler sur un nouveau texte qui devrait être présenté demain [mardi] matin», et Keith Rockwell, porte-parole de l'OMC d'ajouter que ce texte doit servir «de base

pour de nouvelles négociations». Chacun joue toutefois la carte de l'optimisme comme ce membre de la délégation européenne qui estime que «l'opinion publique ne comprendrait pas un nouvel échec». La précédente édition à Seattle en 1999 s'était soldée sur un échec principalement autour du dossier agricole.

«Demain [mardi], le lancement d'un nouveau cycle sera probablement annoncé», selon le délégué européen. Le directeur général de l'OMC Mike Moore n'est pas dans une logique d'échec. Bien sûr, avoue Mike Moore, «il y a encore des divergences substantielles sur une série de questions», mais chaque délégation va en référer à son gouvernement respectif. Et Mike Moore d'espérer que les signaux envoyés des quatre coins du monde «conduiront au lancement des négociations sur toute une série de questions».

Certes tout peut encore déraiser. Un petit groupe de pays d'Amérique centrale, exportateurs de banane, jouent les trouble-fête et menacent de s'opposer au renouvellement de l'exemption aux accords de l'OMC dont bénéficient les pays ACP (Asie, Pacifique, Caraïbes) dans leur relation privilégiée avec l'Union européenne.

À Genève, l'Organisation internationale du travail a déploré que de nombreux pays en développement se révèlent incapables de profiter de la libéralisation du commerce qui se traduit au contraire par une baisse de la production, de larges déficits commerciaux et un chômage accru.

## Israël fait une incursion en Cisjordanie

AGENCE FRANCE-PRESSE

Napouse — L'armée israélienne a mené hier une importante incursion dans un village autonome palestinien du nord de la Cisjordanie, tuant un membre du mouvement radical islamiste Hamas et capturant des dizaines de personnes. Des fantassins israéliens sont entrés à l'aube dans le village de Tell, aux abords de la ville autonome de Napouse, escortés par des véhicules blindés et des commandos des forces spéciales. L'armée israélienne s'est retirée en début d'après-midi.

Au cours de l'opération, un Palestinien, Mohammad Rihane, 25 ans, a été tué. L'armée a indiqué que l'homme avait ouvert le feu sur des soldats qui avaient répliqué à ses tirs. Selon des sources de sécurité palestiniennes, la victime appartenait au Mouvement de la résistance islamique (Hamas). La radio publique israélienne a affirmé qu'il avait participé il y a trois ans au meurtre de deux colons juifs d'une implantation proche de Napouse.

L'armée israélienne a d'autre part annoncé la capture de 45 Palestiniens, dont 16 figurent sur la liste des personnes qu'Israël accuse de terrorisme et dont elle réclame l'arrestation par l'Autorité palestinienne. Les 29 autres ont été présentés comme des suspects et subissaient des interrogatoires en fin d'après-midi. L'armée a affirmé que cette incursion avait été lancée «pour arrêter des personnes responsables d'actes terroristes contre des civils et des soldats israéliens [...] parce que l'Autorité palestinienne ne le fait pas elle-même».

## Député poursuivi

D'autre part, le député arabe israélien Azmi Bichara, dont l'immunité parlementaire a été levée le 7 novembre, a été inculpé hier d'incitation au terrorisme et d'organisation de voyages en Syrie, pays en guerre avec Israël, a indiqué le bureau du procureur général de l'Etat juif.

Lors d'une cérémonie en Syrie marquant en juin le 1<sup>er</sup> anniversaire de la mort du président Hafez al-Assad, en présence des chefs du Hezbollah chiite libanais, M. Bichara avait appelé les Arabes à adopter une position unifiée pour «poursuivre la résistance» contre Israël. Il est poursuivi pour avoir fait l'éloge du Hezbollah qui considère le retrait unilatéral des troupes israéliennes du Liban sud en mai 2000 comme une victoire découlant de ses faits d'armes contre l'Etat hébreu.

Recomptage médiatique

## George W. n'a pas volé son élection

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le candidat républicain George W. Bush aurait gagné les élections en Floride il y a un an si les bulletins litigieux avaient été recomptés dans les bureaux de vote remis en question par le candidat démocrate Al Gore, ont rapporté hier les organes de presse ayant demandé un nouveau décompte.

M. Gore, ont-ils par ailleurs indiqué, aurait peut-être gagné si un recomptage avait été mené dans tous les bureaux de vote de l'Etat, ce qu'il n'avait pas demandé.

M. Bush avait gagné les élections de Floride d'une très courte tête, et par là-même l'élection présidentielle. Le camp démocrate avait alors remis en cause les décomptes de plusieurs comtés où des machines à voter n'avaient pas fonctionné parfaitement.

Les résultats des nouveaux décomptes demandés par plusieurs organes de presse indiquent que dans les comtés où les opérations de vote avaient été contestées par les démocrates, M. Bush aurait gagné par une marge de 225 à 493 votes.

Si un nouveau décompte avait été réalisé dans tout l'Etat, M. Gore aurait remporté entre 60 et 171 voix de plus que son adversaire, selon les méthodes de comptage utilisées.

L'enquête des journaux a porté sur 175 010 bulletins dans 67 comtés.

Olivieri  
librairie • bistro

UN BISTRO  
DES DIZAINES D'ÉVÉNEMENTS  
DES MILLIERS DE LIVRES

5219, Côte-des-Neiges  
Métro Côte-des-Neiges  
Tél. : 514-739-3639  
Fax : 514-739-3630  
service@librairieolivieri.com

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## NON-SENS

SUITE DE LA PAGE 1

l'échelle des ligues majeures, unique remède à la folie ambiante mais perspective, faut-il le dire, pour le moins évanescents.

Cela rappelle la comparaison, il y a plusieurs mois, des dirigeants de la Ligue nationale de hockey devant le sous-comité de la Chambre des communes sur l'avenir du sport au Canada. Pour l'essentiel, ils avaient dit au gouvernement: aidez- nous et nous veillerons le moment venu à régler nos problèmes internes. Allongez le fic et on verra ce qu'on peut faire. Du délire, évidemment, du scandaleux délire.

Or c'est ce que proposait Claude Brochu, et plus tard Jeffrey Loria: de l'argent public d'abord. Cela alors même que, comme M. Brochu l'a encore répété, la situation financière des ligues majeures est un «non-sens» (et que tout ce qu'il peut en dire, c'est forcé, est qu'«éventuellement, je pense que le baseball va apprendre»). Alors même que les revenus des Expos auraient toujours été en dollars canadiens et le gros de leurs dépenses en argent américain. Alors même, les preuves étant l'arrivée de Loria lui-même et l'incapacité de Steven Bronfman de dénicher des partenaires locaux afin de relancer la machine, que le milieu des affaires montréalais n'était pas désireux de mettre l'épaule à la pâte, comme l'eût dit J. Perron. Alors même que les fans, désabusés par le refus des actionnaires en place d'investir dans une équipe potable, lassés par l'abandon à répétition des meilleurs joueurs, avaient commencé à déserter le navire en masse.

Mais M. Brochu ne croit pas qu'il y ait contradiction dans l'idée de demander à l'État de participer financièrement à une entreprise dont le seul sens est de patauger goulamment dans le non-sens. Non, messieurs dames, n'allez pas croire ça vous non plus. Car c'est clair: les gouvernements, assure-t-il, sont les premiers bénéficiaires de la présence d'une franchise de sport professionnelle dans une ville. Oui, les premiers. (D'ailleurs, il assure dans son livre que le projet qu'il avait concocté en prévoyant une aide publique n'aurait, au bout du compte, rien coûté aux contribuables. Hé.) Toutes ces taxes, tous ces impôts, ces milliards de touristes qui débarquent et viennent disperser leur pécule. Nous sommes riches!

Ne croyez donc pas tous ces analystes indépendants, sommités universitaires, qui s'accordent pour déclarer au mieux nul l'apport économique d'une équipe à une ville. Croyez plutôt aux sympathiques patrons du sport qui refusent d'ouvrir leurs livres comptables.

Claude Brochu dit qu'on va «regretter» le départ des Expos. On verra bien. Ce qu'on ne regrettera certainement pas, en revanche, ce sont toutes ces récentes années où on a tellement entendu n'importe quoi.

## EN BREF

## L'Université Mount Allison en tête de classement

Toronto (PC) — L'Université Mount Allison, au Nouveau-Brunswick, domine une fois de plus le palmarès des universités canadiennes dressé par le magazine *Maclean's*. Pour une 10<sup>e</sup> année consécutive, Mount Allison obtient les honneurs pour les études de premier cycle. Elle fait partie d'un groupe de cinq universités des Maritimes qui se retrouvent dans les 10 meilleures dans cette catégorie. Pour ce qui est des études supérieures, c'est l'Université de Toronto qui demeure en tête pour une 8<sup>e</sup> année d'affilée. Ce 11<sup>e</sup> palmarès se base sur plusieurs critères dont le financement des facultés, les bibliothèques et le nombre d'étèves par groupe.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

## L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié le lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, Division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## Médicaments: Santé Canada dans une situation délicate

Toronto (PC) — C'est un organisme indépendant qui devrait enquêter sur les cas présumés de réactions indésirables à un médicament, soutient l'Association médicale canadienne dans le dernier numéro de sa revue, qui paraît aujourd'hui.

À l'heure actuelle, le système implique une collaboration entre Santé Canada et les compagnies pharmaceutiques, ce qui crée un conflit entre les impératifs de sécurité publique et le bénéfice net des com-

pagnies. Cela met les gens dans une situation délicate, a déclaré hier le rédacteur en chef de la revue de l'Association médicale, John Hoey, en entrevue. Cela peut aussi, à son avis, retarder la formulation de mises en garde. Dans le système actuel, les médecins qui croient qu'un patient a souffert d'une réaction indésirable à un médicament ne sont pas obligés de le signaler, bien qu'on les encourage à le faire. S'ils le font, ils ont le choix de signaler le cas à Santé

Canada ou au fabricant du médicament.

Si plusieurs plaintes similaires sont enregistrées, ces deux entités débattent de la possibilité d'émettre un «*Cher docteur*», mais au bout du compte, c'est à la compagnie pharmaceutique que revient la responsabilité de rédiger et de diffuser la mise en garde. Selon la revue médicale, cela équivaut à demander à un transporteur aérien d'enquêter sur ses propres accidents.

## NEW YORK

SUITE DE LA PAGE 1

Une trentaine de personnes, principalement des pompiers et des policiers, ont été soignées pour des blessures légères.

«Le pilote a largué du carburant au-dessus de Jamaica Bay avant la chute, ce qui montre qu'il pensait que l'avion avait une panne mécanique majeure», a précisé le gouverneur de l'État de New York, George Pataki. Mais lors d'une conférence de presse quelques heures plus tard, il a avoué que des informations contradictoires avaient été reçues par la suite concernant le largage de kérosène.

C'est le bureau national pour la sécurité des transports (NTSB) qui a pris la direction de l'enquête «parce que toutes les informations dont nous disposons actuellement montrent que ceci est un accident», a déclaré la présidente du NTSB, Marion Blakey, tout en ajoutant que le FBI était associé à l'enquête compte tenu des circonstances liées aux attentats du 11 septembre.

Le président George W. Bush, qui rencontrait hier son homologue sud-africain Nelson Mandela, a promis que le gouvernement fédéral agirait promptement et que les éléments d'enquête seraient présentés au peuple américain. Il a loué le courage des New-Yorkais déjà fort éprouvés par les malheurs: «Mais il ne fait aucun doute que les New-Yorkais sont des gens résistants, forts et courageux et qu'ils vont aider leurs voisins à surmonter la catastrophe qui s'est produite récemment», a-t-il poursuivi.

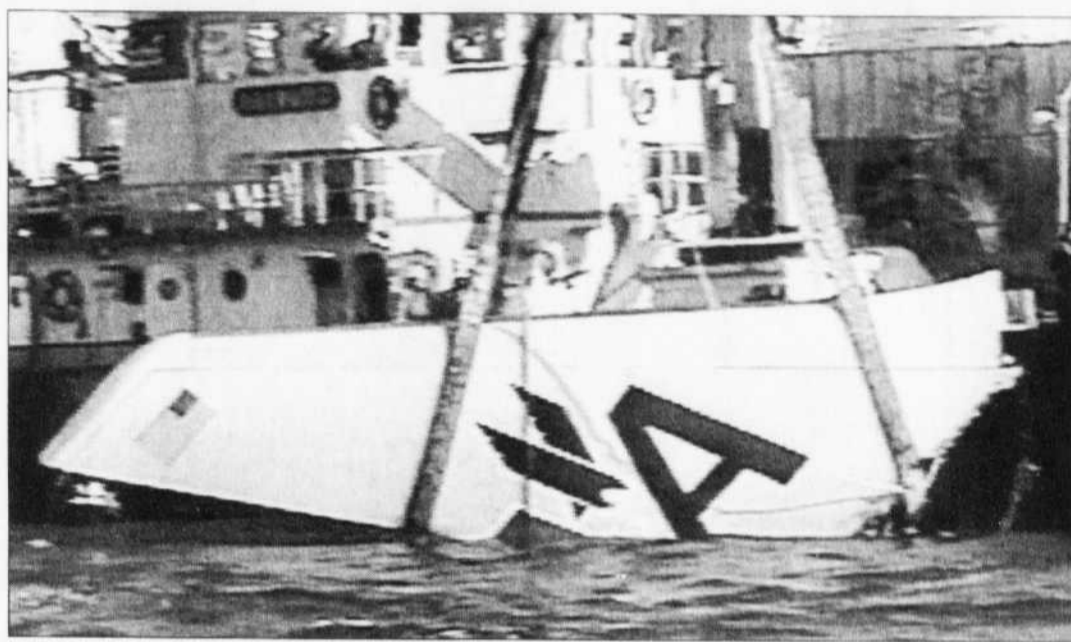
Les trois aéroports de New York, qui avaient été fermés immédiatement après les départs, ont été rouverts en après-midi même si les départs de l'aéroport Kennedy ont été suspendus. Les ponts et tunnels ont aussi été momentanément fermés à la circulation tandis que l'Empire State Building, devenu après la destruction des tours jumelles le plus haut édifice de New York, a été évacué.

Encore traumatisée par les attentats du 11 septembre, la ville de New York absorbe difficilement le choc du nouveau drame qui s'abat sur elle. «On a eu tellement peur dès que l'on a appris la nouvelle. C'est comme une malédiction, après le 11 septembre. Savoir que c'est sûrement un accident est presque rassurant, mais c'est affreux», a confié à l'AFP, Jimmy Levinson, un employé de banque de Manhattan qui grillait une cigarette devant l'édifice où il travaille.

Des centaines de proches des victimes en état de choc se sont rassemblées au centre d'accueil mis à leur disposition à l'hôtel Ramada Inn où une soixantaine de personnes — psychologues, personnel médical et religieux — s'occupaient d'elles. «La plupart des familles sont dominicaines. Certains sont aussi les parents d'employés d'American Airlines», a indiqué Steven Garden, porte-parole de la Croix-Rouge. «La majorité des victimes sont des gens pauvres qui voyageaient pour aller rendre visite à leur famille en République dominicaine.»

Les mêmes scènes de douleur se sont produites à l'aéroport international Las Americas, qui dessert Saint-Domingue, où quelque 500 personnes étaient déjà arrivées sur les lieux pour attendre leurs proches qui se trouvaient à bord de l'appareil. À la suite de la catastrophe, le gouvernement dominicain a décrété trois jours de deuil.

Construit en 1988, l'Airbus comportait deux réacteurs General Electric CF6 dont l'un comptait 700 heures de vol et l'autre presque 10 000, selon American Airlines. Ce type de réacteurs a déjà rencontré des problèmes par le passé, notamment des fissures entraînant des pannes. La plus récente inspection remontait à dimanche.



REUTERS

Une partie de la queue de l'appareil, le stabilisateur vertical, a été repêchée dans les eaux de Jamaica Bay.

Au Canada, le premier ministre Jean Chrétien a offert ses condoléances aux familles éprouvées, au président Bush et aux Américains. «De toute évidence, nos réactions se font plus vives à la lumière des événements du 11 septembre», a-t-il ajouté. Marie-Christine Lilko, du ministère des Affaires étrangères, a précisé que le consulat général canadien à New York et l'ambassade canadienne à Saint-Domingue tentaient

de déterminer si des Canadiens se trouvaient à bord de l'appareil.

L'accident n'a toutefois eu aucun impact sur la circulation aérienne canadienne, mis à part les annulations de vols à destination de New York, selon John Morris, porte-parole de Nav Canada.

Avec l'AFP, Reuters et la Presse canadienne.

## SOUVENIR

SUITE DE LA PAGE 1

Mais bon, cette fois-ci, cela se produit deux mois à peine après une attaque terroriste sans précédent, avec un avion qui appartenait justement à l'une des compagnies impliquées dans les attentats du 11 septembre, et qui tombe en plus sur un quartier de la même ville. Ce sont des coïncidences malheureuses qui ne peuvent pas manquer de frapper l'imagination.»

Les compagnies aériennes en subissent-elles les contrecoups? L'expert en doute. La recherche a en effet montré dans le passé que les accidents d'avions n'ont pas d'incidence sur leur santé financière. «Ces événements sont tellement isolés qu'ils n'influencent pas sur la confiance que les gens ont dans les grandes compagnies américaines ou européennes.» L'importance de la couverture médiatique n'y change rien. Cela devrait encore être vrai aujourd'hui, pense-t-il, du moins tant et aussi longtemps que ne se reproduira pas une attaque terroriste.

Ce qui ne veut pas dire que la tragédie d'hier n'arrive pas à un fort mauvais moment. «Les compagnies étaient déjà en difficultés bien avant le 11 septembre, rappelle Robert Gagné. Le moindre ralentissement économique se fait rapidement ressentir dans cette industrie et, comme les taux de rendement étaient déjà très très faibles, le début de récession des derniers mois la touchait déjà durement.»

## Tragédie en direct

Chose certaine, la télévision, particulièrement les chaînes de nouvelles continues, n'ont rien fait hier

pour améliorer l'image de marque du transport aérien, présentant sans interruption des scènes d'incendies et de pleurs. «C'est très rare qu'un avion s'écrase ainsi sur un quartier résidentiel, note André A. Lafrance, professeur et directeur du département de communication de l'Université de Montréal. Il faut reconnaître que cela rajoute un élément spectaculaire.» Il rappelle que la couverture médiatique avait aussi été très importante en 1992 lorsqu'un Boeing 747 cargo de la compagnie israélienne El Al s'était écrasé dans un immeuble résidentiel d'un quartier d'Amsterdam.

«Mais ce n'est pas l'accident qui est important ici, poursuit-il. Ce qui l'est, c'est de savoir si l'on a assisté au deuxième acte de la pièce commencée le 11 septembre. Tant qu'il y a un doute, le public restera captivé. Autrement, on aurait décroché beaucoup plus vite.»

Peu importe, dans un tel contexte, que la somme des véritables informations disponibles tiennent à presque rien, remarque-t-il, «les gens ne veulent pas savoir, ils veulent seulement être les plus proches possible de l'événement, même s'ils n'en comprennent rien, dans l'espoir d'y voir ce d'autres n'auront pas vu. [...] À un moment donné, CNN met même allée jusqu'à présenter, pendant au moins vingt minutes, le film vidéo amateur tourné par un résident qui était sur les lieux. On n'y apprendait absolument rien, mais on avait l'impression de jouer au journaliste de guerre. On se rapproche alors du rituel presque incantatoire de l'image présentée sans cesse de l'avion qui entre dans l'une des tours du World Trade Center.»

## CIBLE

SUITE DE LA PAGE 1

le monde gagne à appliquer la loi. «Il ne faut pas oublier que le principe de non-discrimination était déjà reconnu et inscrit à la Charte des droits et libertés du Québec bien avant l'adoption de la loi de 1996. Plusieurs entreprises — et non des moindres — ont d'ailleurs été poursuivies par leurs employés parce qu'elles n'étaient pas équitables envers les femmes. Pensez à Bell Canada ou au gouvernement fédéral», rappelle-t-elle. À son avis, la mise en place de programmes d'équité va éviter bien des mauvaises surprises aux employeurs. «Mais ça n'empêchera pas les femmes de recevoir enfin ce qui leur est dû.»

Les patrons interrogés par l'Ordre des conseillers en relations industrielles estiment que les changements salariaux nécessaires pour réaliser l'équité seront inférieurs à 5%. Dans certains cas, plus rares, ils pourraient dépasser 10%. Mais il faudra attendre au moins un an pour savoir exactement combien de femmes — et d'hommes — occupent des emplois à prédominance féminine en auront profité.

N'empêche qu'en comparaison avec les milliards de dollars qu'obtiendront les fonctionnaires fédéraux à la suite d'une décision judiciaire, ces changements annuels semblent dérisoires. L'argument fait soupçonner M<sup>r</sup> Olivier: «Les fonctionnaires se sont battus pendant 15 ans avant de voir leur argent. Le tiers de ce qu'elles recevront est constitué d'intérêts. Le reste équivaut à environ une augmentation d'un dollar de l'heure», affirme-t-elle. «Les changements prévus par la loi ne seront pas rétroactifs. Mais ils sont significatifs. Et puis, dans un cas comme celui-ci, on se bat aussi pour le principe.»

M<sup>r</sup> Olivier insiste aussi sur la dimension universelle de la loi, rappelant que c'est d'abord pour assurer à toutes les femmes une juste rémunération que le gouvernement a choisi de faire adopter une loi proactive. «Le recours par plainte s'est avéré très compliqué, très coûteux et très long. En pratique, ce type d'action est réservé aux groupes les plus organisés, aux syndicats soutenus par des grandes centrales. Les femmes non syndiquées, qui sont les plus vulnérables, n'étaient pas en mesure d'exercer leurs droits avec la Charte», explique-t-elle. C'est d'ailleurs pour cette raison que les syndicats et les groupes de femmes se sont tant battus pour obtenir la loi.

«Même si c'est un compromis, même si son application pose des problèmes qui devront être réglés, la Loi sur l'équité salariale représente une avancée majeure pour les femmes», affirme la vice-présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) Claudette Carboneau. Tous les bons avocats le savent: «une mauvaise entente vaut mieux qu'un bon procès» parce qu'elle ouvre des perspectives d'avenir au lieu de se limiter à régler le passé.

## Nouvelles stratégies syndicales

Autre dimension du problème posé par l'entrée en vigueur de la loi, rares sont les organisations qui envisagent les lendemains de l'échéance. Celles qui le font se rendent toutefois compte qu'elles pourraient se retrouver avec des problèmes inédits.

Le maintien de l'équité salariale impose en effet aux employeurs une rigidité qui risque d'avoir un impact sur la vie de l'entreprise et sur les relations de travail. Ainsi, certains patrons se demandent comment ils réussiront à attirer une main-d'œuvre spécia-

lisée sans mettre en péril l'équité et sans menacer la santé financière de leur entreprise.

«En limitant le jeu de l'offre et de la demande, la loi risque de se révéler désavantageuse pour les employeurs, mais aussi pour certains employés indispensables et rares», fait remarquer Jacques Tardif, des Industries Lassonde. «Par exemple, si on veut augmenter le salaire de nos mélangeurs, il faudra aussi hausser celui des autres employés dont le poste est jugé équivalent. Ça risque de nous coûter trop cher», souligne-t-il.

Elle est révolue l'époque où un petit nombre d'employés bien organisés — des techniciens, par exemple — pouvaient obtenir des hausses salariales de 10% par année pendant que leurs collègues — des couturières ou des téléphonistes — devaient se contenter de 2% arrachés de haute lutte après 10 mois de grève. Les syndicats devront nécessairement tenir compte des nouvelles obligations des patrons et modifier leur stratégie de négociation.

«La répartition des augmentations salariales se fera peut-être autrement, reconnaît Claudette Carboneau. À partir de maintenant, les gains seront répartis parmi un plus grand nombre d'employés. En termes de justice sociale, on peut considérer ça comme une avancée», souligne-t-elle.

Soutiens et syndicats s'entendent pour dire qu'on s'apprête à tourner une page de l'histoire du travail. Pour le moment, toutefois, personne ne voit trop venir la prochaine... Et la Commission n'a pas de réponse à fournir. «Le concept même d'une loi proactive sur l'équité est relativement nouveau. Il existe très peu de modèles et aucune jurisprudence applicable», rappelle M<sup>r</sup> Olivier. «Nous devons donc bâtir notre expérience à partir de l'expérience.»

Restaurant Gutenberg — cuisine française qui fait bonne impression

CE MIDI: Entrée + nage de la mer au beurre blanc + dessert • 16\$

Repas d'affaire à organiser? Demandez notre salon privé.

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • Place des Arts • Tél.: 285-8686 • [gutenberg@qc.airs.com](mailto:gutenberg@qc.airs.com)

LE DEVOIR

# LES SPORTS

**Etat de la réserve collective de sang**


La réserve de sang: 5 jours

Groupes sanguins en demande aujourd'hui

B -

A -

Info-collecte: 832-0873



L'ancien président des Expos lançait hier son livre intitulé *La Saga des Expos, Brochu s'explique*

## Un nouveau stade n'aurait peut-être pas pu sauver les Expos, estime Claude Brochu

VALÉRIE DUFOUR  
LE DEVOIR

Un stade au centre-ville n'aurait pas nécessairement sauvé les Expos de Montréal. La nouvelle construction aurait plutôt permis aux dirigeants de l'équipe de gagner du temps afin de convaincre les propriétaires du baseball majeur de la nécessité de partager leurs revenus.

Telle est la révélation que fait l'ancien président des Expos, Claude Brochu, dans le livre *La Saga des Expos, Brochu s'explique*. L'ouvrage, écrit par le journaliste Daniel Poulain et l'auteur Mario Bolduc, a été lancé hier midi dans un club sportif de la métropole devant une batterie de représentants des médias.

«Je croyais qu'en construisant un stade au centre-ville, on obtiendrait 50, 60 ou 70 millions par année en revenus supplémentaires», a affirmé hier Claude Brochu. Cela nous aurait permis d'augmenter notre masse salariale et de retarder la question de la survie du club pour 10 ou 12 ans. C'est sûr que l'équipe ne serait pas devenue les Yankees [New York] ou les Dodgers [Los Angeles], mais nous aurions fait partie d'un groupe d'équipes dans le milieu.»

Pour faire quoi? «Après la construction du stade, mon travail aurait été de me battre pour améliorer le partage des revenus entre les franchises du baseball. C'est un enjeu fondamental si on veut que toutes les équipes soient compétitives.» En somme, le président des Expos espérait gagner du temps pour plaider sa cause auprès des 29 autres propriétaires.

Selon M. Brochu, il ne fait aucun doute que les Expos de Montréal font partie des deux franchises du baseball majeur qui disparaîtront avant la prochaine saison. Il dénonce cette décision des propriétaires et du commissaire du baseball majeur, Bud Selig. «Ce n'est pas la réponse. Je ne peux concevoir qu'on élimine des équipes alors que plusieurs villes réclament une franchise.» Il soutient que la relocalisation des équipes est une solution plus logique.

Et dans son livre, Claude Brochu critique sévèrement le groupe de propriétaires québécois avec qui il a eu à travailler. «Il ne fait aucun doute que le baseball ne peut survivre à Montréal. Le mal est fait, la situation est irrécupérable. Par leurs magouilles, par leurs fausses accusations et leurs campagnes de



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'ancien président des Expos, Claude Brochu, admet qu'il a commis des erreurs coûteuses. «J'ai fait des erreurs, tout le monde en fait», s'est-il défendu devant les caméras.

dénigrement, ajoutées à une méconnaissance complète du baseball, les membres du consortium ont détruit en quelques courtes années l'une des organisations les plus remarquables du baseball majeur.»

L'ancien président admet cependant qu'il a commis des erreurs coûteuses. «J'ai fait des erreurs, tout le monde en fait», s'est-il défendu devant les caméras. Selon lui, il aurait dû se rendre compte beaucoup plus tôt de la nécessité de quitter le Stade olympique. «J'aurais dû y penser à deux fois. J'ai espéré que cela allait fonctionner. En définitive, j'ai rendu notre échecancier plus serré. J'aurais aussi dû faire des appels de fonds régulièrement.»

### Le gouvernement n'est pas épargné

Claude Brochu écorche également le gouvernement québécois. En 1997, il soutient qu'il était «à un cheveu d'une entente» avec le ministre des Finances de l'époque, Bernard Landry. Avec une participation de Québec, l'ancien prési-

dent est convaincu que le gouvernement fédéral aurait suivi la marche par l'entremise de son programme Infrastructures Canada.

Mais le vent tourne le 2 septembre 1998 lors d'une rencontre avec le premier ministre Lucien Bouchard à laquelle assistent Claude Brochu, Serge Savard, Richard Le Hay et Jacques Ménard. Lors de cet entretien, M. Ménard aurait laissé tomber: «Évidemment, nous n'avons aucune certitude que les Expos vont survivre à Montréal même avec un nouveau stade au centre-ville...» Claude Brochu croit que ce commentaire a enterré définitivement le projet.

«Je n'ai pas lu le livre, mais j'y vois une pointe d'ingratitude, parce que le gouvernement du Québec a vraiment fait tout ce qu'il fallait pour rescaper les Expos», a commenté hier le premier ministre Bernard Landry. Il estime être allé à la limite de ce qu'il pouvait faire, compte tenu de l'opinion publique au Québec, à cette époque. «On avait décidé de financer le sta-

de. On était prêt à y mettre sept millions par année.»

Dans le livre, on apprend que Stephen Bronfman (le fils de l'ex-propriétaire Charles Bronfman) voulait racheter l'équipe des mains de Jeffrey Loria. L'homme d'affaires avait la tâche de rassembler un nouveau groupe d'investisseurs canadiens pour reprendre le contrôle de l'équipe.

«Bronfman désire non seulement

garder les Expos à Montréal, mais aussi faire l'achat du club de hockey Canadien, peut-on lire dans le livre. À cet égard, il envisage la création d'une supercompagnie qui inclurait les deux clubs professionnels et se dit prêt à y investir 50 millions de son propre argent.» Mais voilà, personne ne s'est manifesté.

«Le baseball était prêt à aider les copropriétaires à la condition qu'ils s'aident eux-mêmes en investissant de l'argent à l'instar de Loria, indique Claude Brochu. Ils étaient disposés à offrir aux partenaires de racheter leurs actions à pleine valeur, même après dilution. Par la suite, ils ont changé d'idée.»

Par ailleurs, Claude Brochu ne souscrit pas à la thèse voulant que Jeffrey Loria ait investi dans les Expos pour déménager l'équipe. «Pour l'avoir vu et avoir discuté avec lui, je suis convaincu qu'il était de bonne foi, croit-il. Il voulait construire un stade, il voulait assurer l'avenir des Expos à Montréal. A-t-il mal évalué la situation? Peut-être.»

Lorsqu'il a quitté la barre des Expos, Claude Brochu a encaissé 15 millions de dollars. Au cours de sa carrière, il avait investi cinq millions dans l'équipe. «Est-ce que c'est ce que je voulais? Non. Les copropriétaires m'ont dit de partir, de déguerpir parce qu'ils voulaient me remplacer. Mon départ, c'était leur décision et non la mienne. Si c'était juste de moi, je serais toujours avec les Expos et on jouerait dans un stade au centre-ville.»

«Dans quelques années, nous regretterons leur départ, avertit M. Brochu. Les gens vont s'ennuyer de leur équipe.» S'il est déçu de la tournure des événements, Claude Brochu peut au moins se consoler en se disant qu'il est le seul homme d'affaires québécois à avoir tiré profit du changement de commandité des Expos.

Avec la Presse canadienne

### HOCKEY

#### ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est		G	P	N	DP	BP	BC	Pts
Toronto	9	4	2	2	50	39	22	
Ottawa	9	6	1	0	50	38	19	
Boston	7	5	3	2	36	37	19	
Buffalo	8	8	1	1	51	45	18	
Montréal	7	7	2	1	38	45	17	

Section Atlantique		G	P	N	DP	BP	BC	Pts
N.Y. Islanders	11	3	1	1	49	35	24	
N.Y. Rangers	11	7	1	0	54	55	23	
Philadelphie	8	5	3	0	47	35	19	
New Jersey	8	4	1	1	40	36	18	
Pittsburgh	6	7	2	2	34	43	16	

Section Sud-Est		G	P	N	DP	BP	BC	Pts
Caroline	10	6	2	2	49	50	24	
Washington	6	9	2	0	39	44	14	
Tampa Bay	5	9	1	1	30	39	12	
Floride	4	9	2	2	37	51	12	
Atlanta	3	10	1	2	29	60	9	

#### ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale		G	P	N	DP	BP	BC	Pts
Detroit	14	3	0	1	58	42	29	
Chicago	12	4	3	0	61	48	27	
St. Louis	9	4	3	0	47	36	21	
Nashville	5	10	2	0	40	49	12	
Columbus	3	10	4	0	31	50	10	

Section Nord-Ouest		G	P	N	DP	BP	BC	Pts
Calgary	12	2	1	2	51	33	27	
Edmonton	11	5	2	1	51	36	25	
Minnesota	6	6	3	1	43	51	16	
Colorado	7	10	1	0	37	41	15	
Vancouver	7	11	1	0	52	54	15	

Section Pacifique		G	P	N	DP	BP	BC	Pts
San Jose	8	4	4	2	50	43	22	
Phoenix	6	6	3	2	35	41	17	
Dallas	5	6	4	3	40	48	17	
Anaheim	6	8	3	0	40	43	15	
Los Angeles	5	9	1	2	43	45	13	

#### Hier

Buffalo 5 Floride 3

#### Aujourd'hui

Montréal à Boston, 19h00  
Ottawa à Washington, 19h00  
St. Louis à Columbus, 19h00  
Caroline à Detroit, 19h30  
Pittsburgh au New Jersey, 20h00  
Buffalo à Nashville, 20h00  
Atlanta à Minnesota, 20h00  
Edmonton à Phoenix, 21h00  
Chicago à Vancouver, 22h00

#### Demain

N.Y. Islanders à Pittsburgh, 19h30  
Toronto en Floride, 19h30  
Philadelphie à N.Y. Rangers, 20h00  
Minnesota au Colorado, 21h00  
San Jose à Anaheim, 22h30

### FOOTBALL

## Pas de grand ménage chez les Alouettes

ROBERT LAFLAMME  
PRESSE CANADIENNE

Il n'y aura pas de remue-ménage chez les Alouettes, s'il n'en tient qu'à Jim Popp. Les deux grandes vedettes de l'équipe, Anthony Calvillo et Mike Pringle, devraient être de retour en 2002.

Pringle, surtout, comme l'a avancé le directeur général Jim Popp, hier, même si le porteur de ballon pourrait obtenir le statut de joueur autonome en février. «Nous avons souvent discuté de la situation ensemble et je suis confiant que Mike soit de retour avec nous l'an prochain», a affirmé Popp. C'est ce que nous voulons et c'est ce qu'il souhaite également.

«Nous voulons que Mike termine sa carrière dans l'uniforme des Alouettes et qu'il brise tous les records de la ligue à sa portée avec nous», a-t-il ajouté.

«Il a connu une saison frustrante en raison de toutes les blessures qui l'ont incommodé. Il n'est peut-être plus aussi dominant qu'il y a quelques années, mais il demeure un joueur de premier plan.»

Pringle lui-même a confirmé hier qu'il veut demeurer chez les Alouettes.

Dans le cas de Calvillo, qui est sous contrat en vue de la saison 2002, il pourrait tenter sa chance dans la NFL à titre de joueur entamant son année d'option dans la LCF.

Mais le vétéran quart-arrière a clairement laissé entendre que cette possibilité ne l'intéresse guère. «On parle beaucoup de ça parce que Dave Dickenson et Henry Burris [deux anciens quarts des Stampers de Calgary] ont paraphé des contrats dans la NFL, mais, personnellement, je n'ai eu aucune discussion avec des équipes de la NFL.»

«A mon âge [29 ans], la stabilité est un facteur important. Je suis un quart établi dans la LCF. Est-ce

que, par exemple, j'accepterais d'être le troisième quart d'une équipe de la NFL [même à un salaire de 200 000 \$US]? Honnêtement, je n'y ai pas pensé encore.»

Calvillo a refusé une offre des Alouettes avant le début de la saison. Popp s'attend à ce que les pourparlers reprennent dans quelques semaines.

Cela dit, les Alouettes pourraient perdre une dizaine de «joueurs autonomes» parmi lesquels font partie plusieurs receveurs de passes, comme Jock Climie et Ben Cahoon. «Les départs de quelques éléments à des positions importantes dicteront les changements que nous apporterons», a avancé Popp.

«Je n'envisage pas de procéder à un grand ménage parce qu'il est très difficile de le faire et de continuer de connaître du succès», a-t-il souligné.

### Trouver l'entraîneur

Par ailleurs, l'engagement d'un entraîneur figure au haut de la liste des dossiers prioritaires du directeur général des Alouettes. «J'ai clairement indiqué quand j'ai pris les commandes de l'équipe en remplacement de Rod Rust, il y a une douzaine de jours, que je n'envisageais pas de cumuler les tâches de directeur général et d'entraîneur», a rappelé Popp, hier.

«La mise sous contrat d'un entraîneur est la priorité de l'équipe. Messieurs Wetenhall [propriétaire de l'équipe], Smith [président] et moi commencerons les recherches au plus tôt», a-t-il mentionné.

Le leadership devra être la principale qualité du prochain entraîneur, a argué Popp. «Nous sommes à la recherche d'un rassembleur qui saura soutenir le maximum de chacun des joueurs.»

L'échec de Rod Rust, un excellent pédagogue mais un piètre motivateur, a fait comprendre aux dirigeants l'importance d'avoir un leader à la tête de l'équipe.

### EN BREF

## La Grèce promet d'être prête pour les Jeux de 2004

Athènes (AP) — À 1005 jours de l'ouverture des Jeux olympiques d'Athènes, le gouvernement grec a promis hier que les constructions de sites et d'infrastructures seraient terminées à temps. Un porte-parole du gouvernement, Tilemahos Hitiiris, a souligné que les inspecteurs du Comité international olympique (CIO) qui se rendront à Athènes le 21 novembre trouveront la preuve que de nombreux projets ayant pris du retard sont désormais lancés.

«Toutes les constructions olympiques seront finies à temps, a affirmé le porte-parole. Les Jeux olympiques auront bien lieu et ils se dérouleront avec succès.» Tilemahos Hitiiris a par ailleurs démenti les rumeurs affirmant que la présidente du comité d'organisation des Jeux, Gianna Angelopoulos-Daskalaki, prétendument fâchée avec le gouvernement, avait remis sa démission au premier ministre Costas Simitis la semaine dernière.

## Van den Heede a franchi le Cap Horn

Paris (AFP) — Le navigateur français Jean-Luc Van den Heede (Adrien), qui tente de battre le record du tour du monde (est-ouest) à la voile en solitaire et sans assistance, a franchi le Cap Horn hier à 19h41 heure de Paris (18h41 GMT), a indiqué son PC Course. Il a mis 38 jours 05 heures 49 minutes et 50 secondes pour descendre de la ligne de départ entre l'île d'Ouessant (France) et le Cap Lizard (Angleterre), jusqu'à la pointe Sud des Amériques. Par rapport au tableau de marche de son compatriote Philippe Monnet, le détenteur du record, en 151 jours 19 heures 54 minutes et 36 secondes que cherche à battre «VdH», cela représente une avance légèrement supérieure à quatre jours, peu avant le terme de sa cinquième semaine de mer.

# LE DEVOIR

en collaboration avec le  
**Restaurant Gutenberg**  
vous invite au midi



# Beaujolais nouveau

JEUDI LE 15 NOVEMBRE, 12H



Célébrez l'arrivée du Beaujolais nouveau avec Jean Aubry, chroniqueur au Devoir.



Venez déguster un Beaujolais nouveau accompagné d'un savoureux Pot-au-feu royal du chef Frédéric Houtin.

Sur réservation seulement : (514) 285-8686